



5N PLUS INC.

NOTICE ANNUELLE

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2011

Le 25 août 2011

TABLE DES MATIÈRES

MISE EN GARDE CONCERNANT L'INFORMATION PROSPECTIVE	2	ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS	13
STRUCTURE DE L'ENTREPRISE.....	3	POURSUITES ET APPLICATION DE LA LOI.....	15
FILIALES.....	3	MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES ...	16
DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ	3	AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES.....	16
DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ.....	5	CONTRATS IMPORTANTS.....	16
FACTEURS DE RISQUE	11	NOMS ET INTÉRÊTS DES EXPERTS.....	16
DIVIDENDES ET POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDES ...	11	INFORMATION SUR LE COMITÉ D'AUDIT.....	17
STRUCTURE DU CAPITAL.....	12	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	18
MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES.....	12	ANNEXE A RÈGLES DU COMITÉ D'AUDIT	19
TITRES ENTIÈRES OU TITRES ASSUJETTIS À UNE RESTRICTION CONTRACTUELLE À LA LIBRE CESSION....	12		

Sauf indication contraire, toutes les mentions de « dollars » et du symbole « \$ » dans la présente notice annuelle sont en dollars canadiens.

MISE EN GARDE CONCERNANT L'INFORMATION PROSPECTIVE

Certains renseignements compris dans la présente notice annuelle peuvent constituer de l'« information prospective » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières. Nous ne nous engageons aucunement à mettre à jour ni à réviser l'information prospective, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou de toute autre façon, sauf si les lois canadiennes sur les valeurs mobilières nous y obligent. L'information prospective, de par sa nature, est assujettie à de nombreux risques et incertitudes et se fonde sur diverses hypothèses, qui pourraient laisser entrevoir la possibilité que les résultats réels pourraient ne pas correspondre, pour l'essentiel, à nos attentes telles qu'elles sont exprimées de manière expresse ou implicite dans cette information prospective, et que nos objectifs, plans, priorités stratégiques et perspectives commerciales pourraient ne pas se matérialiser. Par conséquent, nous ne pouvons garantir qu'une information prospective se matérialisera. L'information prospective est présentée dans la présente notice annuelle aux fins de communiquer des renseignements sur les attentes et les plans actuels de la direction et de permettre aux investisseurs et à d'autres personnes de mieux comprendre le contexte de notre exploitation. Cependant, le lecteur est mis en garde qu'il pourrait ne pas être opportun d'utiliser cette information prospective à d'autres fins.

L'information prospective présentée dans la présente notice annuelle se fonde sur de nombreuses hypothèses que la société jugeait raisonnables au moment où elle a fourni l'information prospective. Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes exprimées de manière expresse ou implicite dans cette information prospective comprennent : le risque lié à la dépendance à l'égard d'un client important, au crédit, aux taux d'intérêt, aux fluctuations des prix et du change, à la juste valeur, aux sources d'approvisionnement, à l'acceptation du marché et à la dépendance à l'égard des technologies des modules photovoltaïques à couches minces, à la réglementation dans le domaine de l'environnement, à la concurrence, à la dépendance sur le personnel-clé, à l'interruption des activités, à l'acquisition, à la protection de propriété intellectuelle et à l'option accordée à First Solar inc. d'acquérir notre installation de fabrication en Allemagne, aux modifications apportées à la législation fiscale ou à l'interprétation ou à l'application des règles en la matière, à la capacité constante de concevoir des produits et de soutenir les marques, à l'accès continu à des ressources en capital et à la faculté de garder et de recruter à notre service des dirigeants clés et une main-d'oeuvre très spécialisée. Ces facteurs de risque, ainsi que d'autres renseignements qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes exprimées de manière expresse ou implicite dans l'information prospective, sont exposés tout au long de la présente notice annuelle et plus particulièrement à la rubrique intitulée « Facteurs de risque ».

Nous mettons en garde le lecteur que les risques décrits ci-dessus ne sont pas les seuls à avoir des répercussions éventuelles sur nos attentes exprimées de manière expresse ou implicite dans l'information prospective qui figure dans la présente notice annuelle. D'autres risques et incertitudes que nous ne connaissons pas pour le moment ou que nous jugeons sans importance pourraient également avoir une incidence négative importante sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation.

STRUCTURE DE L'ENTREPRISE

5N Plus inc. est issue de la fusion, le 1^{er} octobre 2007, de 5NPlus inc. et 6367909 Canada inc., deux sociétés membres du même groupe, sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Le 18 décembre 2007, nos statuts de fusion ont été modifiés de manière à fractionner nos actions ordinaires à raison de 83,3636772 actions ordinaires pour chaque action ordinaire émise et en circulation.

La première des sociétés fusionnées, 5NPlus inc., a été constituée sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* le 12 juillet 1999 sous la dénomination de 3639398 Canada inc. Ses statuts constitutifs ont été modifiés le 8 février 2000 afin de modifier la dénomination sociale pour adopter celle de 5NPlus inc. Ces statuts ont été de nouveau modifiés le 21 janvier 2003 pour tenir compte de certains changements apportés au capital-actions autorisé.

La deuxième des sociétés fusionnées, 6367909 Canada inc., a été constituée sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* le 24 mars 2005. Ses statuts constitutifs ont été modifiés le 1^{er} avril 2005 pour tenir compte de certains changements apportés au capital-actions.

Avant la fusion, les actionnaires de 5NPlus inc. et de 6367909 Canada inc. étaient les mêmes, sauf que : (i) 6367909 Canada inc. était un actionnaire de 5NPlus inc.; et (ii) plusieurs de nos employés détenaient des actions sans droit de vote de catégorie B de 5NPlus inc.

Notre siège social et principal établissement est situé au 4385, rue Garand, Montréal (Québec) H4R 2B4.

FILIALES

Nous exerçons nos activités soit directement, soit par l'entremise de filiales. Le tableau ci-dessous dresse la liste de nos principales filiales, ainsi que de leur territoire de constitution en personne morale et le pourcentage d'actions avec droit de vote détenu directement ou indirectement par la Société. Certaines filiales dont l'actif total ne correspond pas à plus de 10 % de l'actif consolidé de la société ou dont les ventes et les produits d'exploitation ne correspondaient pas à plus de 10 % des ventes consolidées et des produits d'exploitation consolidés de la société en date du 31 mai 2011, ont été omises.

5N Plus Inc. (Canada)	100 %
5N Plus GmbH (Allemagne)	100 %
Firebird Technologies Inc.	100 %
MCP Asia (Hong Kong)	100 %
Mining and Chemical Products Ltd. (Angleterre)	100 %
Sidech SA (Belgique)	100 %
MCP HEK GmbH	100 %
MCP HEK (Shangyu) Ltd.	100 %
MCP Metal Specialties Inc.	100 %

Sauf si le contexte ne commande une interprétation contraire, les expressions la « société », « nous », « notre » et « nos » sont employées dans la présente notice annuelle pour désigner 5N Plus inc., ainsi que ses filiales.

DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ

Historique de l'entreprise sur les trois derniers exercices

Les points saillants relatifs à l'évolution de l'entreprise de la société au cours des trois dernières années sont décrits ci-dessous.

Le 29 juillet 2008, nous avons annoncé que nos nouvelles installations d'Eisenhüttenstadt, en Allemagne, étaient mises en service. Le même jour, l'usine commençait à expédier le tellurure de cadmium (« CdTe ») et d'autres produits en plus d'exercer des activités de recyclage, conformément à nos obligations contractuelles. Les installations appartiennent à 5N PV GmbH et sont exploitées par elle.

Le 2 décembre 2008, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités dans le cadre de laquelle une acquisition à des fins d'annulation jusqu'à concurrence de 2 275 000 actions ordinaires pouvait se faire sur une période de douze mois qui a commencé le 4 décembre 2008 et s'est terminée le 3 décembre 2009, soit 5 % de nos actions ordinaires émises et en circulation à l'époque. Les rachats que nous devons effectuer devaient avoir lieu par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et avoir été conclus au cours boursier des actions ordinaires au moment du rachat. Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2009, nous n'avons effectué aucun rachat d'actions ordinaires.

Le 1^{er} septembre 2009, nous avons formé une coentreprise au nom de ZT Plus avec BSST, une filiale d'Amerigon Incorporated, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %. ZT Plus devait concevoir et fabriquer des matériaux thermoélectriques plus efficaces destinés à permettre l'intégration de la technologie thermoélectrique à une vaste gamme d'applications de chauffage et de refroidissement et de production d'électricité pour les marchés industriel, médical, électronique, automobile et pour le grand public. L'apport prévu en espèces ou en nature de chacun des partenaires était de 5 500 000 \$ US. Le 26 mars 2010, nous avons vendu notre participation dans ZT Plus pour un montant de 1 600 000 \$US (1 632 000 \$) en raison de l'expansion commerciale de ZT Plus qui s'est avérée plus lente que prévu.

Le 1^{er} décembre 2009, nous avons fait l'acquisition de Firebird Technologies Inc. (« Firebird ») pour une somme de 7 912 055 \$. Firebird est chef de file dans la fabrication de métaux purs et de composés semiconducteurs. Ses principaux produits, parmi lesquels les substrats d'antimoniure d'indium et les métaux purifiés comme l'antimoine, l'indium et l'étain, sont vendus partout dans le monde et sont utilisés dans de nombreuses applications électroniques et optiques.

En septembre 2010, les titres de 5N Plus ont été ajoutés à l'indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX et à l'indice S&P/TSX des technologies propres.

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2011, nous avons conclu une nouvelle convention de recyclage et trois nouvelles conventions d'approvisionnement avec First Solar, Inc. (« First Solar »), chef de file mondial de la technologie photovoltaïque solaire. Les nouvelles conventions, qui ont cours jusqu'au 31 décembre 2015, remplacent nos conventions initiales en matière de recyclage et d'approvisionnement intervenues avec First Solar, en leur version modifiée. Aux termes des nouvelles conventions, First Solar a convenu d'augmenter les quantités minimales prévues de tellurure de cadmium (« CdTe ») qu'elle nous commandera. L'augmentation de la quantité de CdTe que First Solar commandera sera tout d'abord de 30 % et atteindra 60 % d'ici 2013, en comparaison avec les quantités minimales prévues dans nos conventions initiales avec First Solar.

Le 10 janvier 2011, nous avons convenu de convertir une débenture de 3 millions de dollars américains que nous avons consenti à Sylarus Technologies, LLC (« Sylarus ») le 21 juin 2010 en une participation majoritaire de 66,67 %. Nous avons également convenu d'offrir un financement supplémentaire de 766 000 \$ US à Sylarus sous forme de dette garantie pour permettre à Sylarus de rembourser sa dette à court terme. Notre intention est d'aider Sylarus avec ses dépenses en immobilisations, ses besoins en fonds de roulement et ses frais de mise en valeur au besoin. Sylarus fournit des substrats de germanium de grande qualité et à prix abordable aux fabricants de cellules photovoltaïques multijonction à semi-conducteurs composés. Ces cellules solaires de grande efficacité sont utilisées pour la production d'énergie solaire tant dans l'espace que sur terre.

Le 3 février 2011, nous avons annoncé notre projet de construire une nouvelle usine de recyclage en Malaisie, pour être en mesure de faire face à la demande croissante de notre clientèle. La nouvelle usine malaisienne qui devrait être fonctionnelle d'ici le milieu de 2012 a pour but d'accroître notre présence en Asie sur le plan du recyclage et d'offrir des services de recyclage destinés à divers produits dérivés qui entrent dans la fabrication de piles solaires, notamment ceux fabriqués par First Solar.

Le 26 février 2011, nous avons conclu une convention d'acquisition définitive (la « convention d'acquisition ») avec les actionnaires de MCP Group SA (« MCP ») visant l'acquisition de toutes les actions en circulation de MCP. MCP est le premier producteur et distributeur mondial de bismuth et de produits chimiques contenant du bismuth, avec une part que la direction estime être à plus de 50 % du marché, de même qu'un intervenant important dans le domaine d'autres métaux spéciaux notamment le gallium, l'indium, le sélénium et le tellure. Ces produits sont principalement utilisés dans des applications électroniques, pharmaceutiques et industrielles de pointe.

Le 8 avril 2011, nous avons réalisé l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation de MCP en contrepartie : (i) d'une somme en espèces de 105 793 548 € (correspondant à environ à 142,8 millions de dollars canadiens en date du

25 février 2011, le dernier jour ouvrable précédant la date de la convention d'acquisition); (ii) de billets à ordre en faveur des actionnaires vendeurs de MCP d'un montant global de 46 908 459 € (correspondant à environ à 63,3 millions de dollars canadiens en date du 25 février 2011); et (iii) de 11 377 797 actions ordinaires en faveur des actionnaires vendeurs de MCP. Le prix d'achat comprenait également une « retenue » en espèces de 14 970 785 € (correspondant à environ à 20,2 millions de dollars canadiens en date du 25 février 2011). En outre, nous avons convenu de prendre en charge le passif net de MCP, qui s'établissait à 65,6 millions d'euros en date du 31 décembre 2010, pour la plupart composé de passif à court terme utilisé pour financer les besoins en fonds de roulement de MCP.

Dans le cadre de l'acquisition de MCP, Frank Fache, autrefois cochef de la direction de MCP, a été nommé notre vice-président directeur, Approvisionnement stratégique et à notre conseil d'administration, qui est maintenant composé de six administrateurs. Laurent Raskin, également cochef de la direction de MCP a été nommé comme notre vice-président directeur, Développement des affaires et il est prévu qu'il se joindra à notre conseil d'administration à la prochaine assemblée annuelle de nos actionnaires.

Le 11 avril 2011, nous avons réalisé un appel public à l'épargne par voie de prise ferme en émettant 13 590 000 actions ordinaires au prix de 9,20 \$ l'action, pour un produit brut de 125 millions de dollars. Cet appel public à l'épargne a été fait au moyen d'un prospectus simplifié déposé auprès des commissions des valeurs mobilières de chacune des provinces du Canada, ainsi que des États-Unis en vertu de dispenses applicables de déclaration d'inscription.

En avril 2011, nous avons pris la décision de fermer Atlumin Energy Inc. (« Atlumin »), une des filiales de MCP située à Synnyvale (Californie) aux États-Unis. Atlumin était un producteur de produits liés à l'énergie solaire.

Le 12 juillet 2011, nous avons signé une nouvelle facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang de 250 millions de dollars qui remplace notre facilité de crédit renouvelable de deux ans garantie de premier rang de 50 millions de dollars auprès de la Banque Nationale du Canada. La nouvelle facilité de crédit sera affectée au refinancement de notre dette bancaire actuelle et à d'autres fins générales, notamment à des dépenses en immobilisations et des possibilités de croissance. La nouvelle facilité de crédit est assortie d'un terme de quatre ans et porte intérêt au taux préférentiel, au taux de base des États-Unis, au taux LIBOR ou EURO LIBOR majorée d'une marge fondée sur notre dette consolidée de premier rang au ratio du BAIIA. Nous disposons également d'une facilité de crédit de 35 millions de dollars américains en Asie. En tout temps, nous pouvons demander que la nouvelle facilité de crédit soit augmentée à 350 millions de dollars au moyen de l'exercice d'une clause accordéon de 100 millions de dollars supplémentaires, demande assujettie à l'examen et à l'approbation des prêteurs.

Le 24 août 2011, nous avons annoncé le changement de la fin de notre exercice financier du 31 mai pour le 31 décembre. Ce changement fera correspondre la date de fin de notre exercice et celle de MCP, simplifiant ainsi les processus internes puisque toutes les unités d'exploitation utiliseront la même période de déclaration.

ACQUISITION SIGNIFICATIVE

Le 26 février 2011, nous avons conclu une convention d'acquisition avec les actionnaires de MCP visant l'acquisition de la totalité des actions en circulation de MCP. L'acquisition a été réalisée le 8 avril 2011. Nous avons déposé une déclaration d'acquisition d'entreprise sur formulaire 51-102A4 sur SEDAR (www.sedar.com) le 22 juin 2011 à l'égard de l'acquisition de MCP.

DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

Survol

Nous sommes un chef de file dans la production de métaux et de produits chimiques, fabriqués en ayant recours à diverses technologies brevetées et éprouvées, qui entrent dans la fabrication de produits destinés à des applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles de pointe. Nos principaux produits comprennent des métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Nous sommes un fournisseur intégré doté de capacités d'affinage primaire et secondaire. Notre capacité d'affinage primaire nous permet de traiter des concentrés de métaux à très faible teneur, d'extraire et d'affiner les métaux d'intérêt afin qu'ils servent de stock d'alimentation pour nos activités d'affinage secondaire, là où nous atteignons le niveau le plus élevé de pureté. Une fois purifiés, nos métaux peuvent être vendus à des clients sous forme de métaux purs, d'alliages ou de produits chimiques. Comme nous pouvons exécuter des fonctions élaborées d'affinage nous permettant d'aller d'un bout à l'autre du spectre de pureté et que nous sommes à même de fabriquer des produits chimiques et des alliages, nous nous considérons comme un fournisseur doté de capacités d'affinage intégrées. En outre, notre capacité d'affinage primaire nous permet de traiter des stocks complexes et des concentrés à très faible teneur ne comportant qu'une petite quantité de métaux d'intérêt, c'est ainsi que nous jouons un rôle important dans le recyclage des métaux lourds que nous produisons.

Nous exerçons nos activités de purification et de fabrication en utilisant plusieurs procédés métallurgiques et chimiques. Nos matières premières ou « stocks d'alimentation » se présentent généralement sous forme de concentrés ou de matières recyclables contenant des métaux d'intérêt. Étant donné la nature de nos activités et les métaux que nous purifions, nous devons respecter des normes rigoureuses de protection de l'environnement et de santé et de sécurité. Plusieurs de nos activités ont obtenu une certification (ISO 9001 et ISO 14001 et OHSAS 18001) ou l'approbation de la FDA, renforçant notre engagement envers des pratiques exemplaires en termes d'exploitation, de qualité, de santé et de sécurité.

Description des secteurs d'activités

Nous communiquons nos résultats selon deux secteurs d'activités : le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. L'exploitation et les activités correspondantes sont gérées en conséquence par les principaux décideurs. Les données sectorielles financières et d'exploitation, principaux indicateurs de rendement désignés, sont disponibles et utilisées pour gérer ces secteurs d'activités, pour examiner le rendement et pour affecter les ressources. Le rendement financier d'un secteur donné est évalué principalement en termes de produits et de bénéfices d'exploitation du secteur, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des revenus et des dépenses de l'entreprise. Pour l'exercice terminé le 31 mai 2011, 67,5 % des produits étaient tirés du secteur Matériaux Électroniques et 32,5 % du secteur Matériaux écologiques.

Le secteur Matériaux électroniques

Le secteur Matériaux électroniques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Les activités de ce secteur portent sur la production et la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les principales applications sont généralement celles des produits photovoltaïques (énergie solaire), de l'imagerie médicale, des diodes électroluminescentes (DEL), des écrans, des produits électroniques à haute fréquence et des produits thermoélectriques. La plupart de ces produits sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous forme de produits chimiques et de composés. Les produits et les bénéfices associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. Le vice-président, Matériaux électroniques, est également responsable de la gestion de ces activités.

Principaux produits, marchés et demande

Le cadmium est principalement utilisé dans les piles rechargeables et dans les alliages à bas point de fusion. Il est également largement utilisé avec le tellure et nous le vendons sous forme de CdTe pour des applications de modules solaires et d'imagerie médicale. Les modules solaires à base de CdTe présentent des avantages pécuniaires importants par comparaison avec les technologies photovoltaïques concurrentes. Mis au point à l'échelle industrielle par ce qui est considéré aujourd'hui comme le plus important fabricant de modules solaires, ces modules comptent pour une part appréciable du marché des modules solaires.

Le gallium est largement utilisé dans les applications électroniques. Le GaAs par exemple est le semi-conducteur de prédilection pour les dispositifs sans fil et les appareils électroniques à haute fréquence alors que le GaN convient mieux aux diodes électroluminescentes (DEL) et aux applications d'affichage. Nous vendons généralement le gallium en tant que métal de très grande pureté ou de produit chimique à base de gallium.

Le germanium possède des propriétés uniques pour les applications relatives aux instruments optiques opérant dans l'infrarouge et est également utilisé comme un substrat pour les piles solaires. Nous produisons des blancs de germanium pour des produits semi-finis destinés à des applications en optique et des substrats de germanium par l'entremise de notre filiale détenue en majorité, Sylarus. Les catalyseurs et les fibres optiques constituent d'autres applications pour le germanium sous forme d'oxyde ou de chlorure.

L'indium se retrouve principalement dans les applications d'affichage sous forme d'ITO. Lorsqu'il est oxydé et allié à l'oxyde d'étain, l'indium forme un oxyde transparent utilisé pour fabriquer des écrans plats. Environ 75 % de tout l'indium est employé de cette façon avec d'autres applications, notamment les alliages à bas point de fusion et les cellules solaires CIGS. Nous vendons généralement l'indium sous forme de métal pur ou de produit chimique.

Le tellure est principalement employé dans le secteur de l'énergie solaire, et pour des applications électroniques et métallurgiques. Nous sommes actifs dans tous les secteurs du marché, vendant par exemple du CdTe à des fabricants de cellules solaires, du métal aux producteurs de tellure de bismuth et des alliages de tellure pour des applications métallurgiques.

	Cadmium	Gallium et produits chimiques à base de gallium	Germanium	Indium et produits chimiques et alliages à base d'indium	Tellure et produits chimiques à base de tellure
Applications	Secteur des piles Cellules solaires à base de CdTe Alliages et additifs métallurgiques	Ampoules DEL Écrans plats Circuits intégrés Dispositifs optoélectroniques Alliages spécialisés Stockage d'énergie Secteur biomédical Cellules solaires CIGS	Optiques infrarouge Fibres optiques Catalyseurs Substrats de cellules solaires	Écrans plats (ITO) Soudures Cellules solaires à couche mince CIGS Fabrication de piles Catalyseurs Céramique Piles à combustible	Cellules solaires à base de CdTe Imagerie médicale Dispositifs thermoélectriques DéTECTEURS à infrarouge Stockage optique
Qté¹⁾	>20 000 tonnes métriques (« Tm »)	300 Tm	100 Tm	800 Tm	550 à 600 Tm

¹⁾ Fondés sur les estimés de la direction.

Approvisionnement en matières premières

Plusieurs matières de base sont utilisées pour produire et fabriquer les produits du secteur Matériaux électroniques. Les matières premières clés comprennent des concentrés de métaux spéciaux que nous procurons auprès de plusieurs fournisseurs de métaux non ferreux avec lesquels nous avons des relations commerciales de longue date. Le cadmium et l'indium sont généralement des produits dérivés de l'affinage du zinc et sont en règle générale achetés auprès de producteurs de zinc sous diverses formes. Nous possédons, en coentreprise, notre propre usine de production de gallium primaire, laquelle nous permet de récupérer le gallium libre à partir d'un flux de liqueur par procédé Bayer qui nous est fourni par une usine de raffinage de l'alumine. Le gallium est également acheté sous diverses formes à différentes sources d'activités. Le germanium, un produit dérivé du zinc ou du charbon, est généralement obtenu sous forme de concentrés. Le tellure est un produit dérivé de l'affinage du cuivre, du zinc ou de l'or. Il s'obtient de diverses sources à l'échelle mondiale.

Concurrence

Nous comptons un nombre limité de concurrents et aucun d'entre eux n'est aussi entièrement intégré, ni n'offre une gamme de produits similaires. Par conséquent, ils ne sont pas en mesure d'offrir une gamme aussi complète de produits et de services que nous. Les principaux concurrents, en fonction du marché et du métal, comprennent Indium Corporation, aux États-Unis, PPM Pure Metals GmbH, en Allemagne, Neo Materials Technologies Corp., au Canada et Vital Chemicals Co., Ltd., en Chine.

Nous continuons de prévoir que la concurrence changera au fur et à mesure que nos marchés prennent de l'essor et deviennent plus attrayants. Plus spécifiquement, nous pourrions faire face à la concurrence de nos clients actuels, qui choisiraient de s'intégrer verticalement pour protéger un élément essentiel de leur gamme de produits. La concurrence se fera dans ce cas sur la garantie d'approvisionnement, le prix, l'environnement, la santé et la sécurité et le recyclage. Nous

estimons que nous sommes bien positionnés pour livrer une concurrence efficace dans ces domaines. Nous pourrions également faire face à la concurrence de certains de nos fournisseurs actuels, qui, pour la plupart, sont des sociétés d'extraction de métaux non ferreux, d'affinage et de traitement du métal. Toutes ces sociétés disposent de ressources financières plus importantes que nous. La concurrence se fera alors sur la garantie d'approvisionnement en matières premières, le prix et l'adaptation aux changements dans l'industrie. Nous croyons que notre forte concentration et notre plus grande souplesse nous permettront de leur livrer une concurrence efficace.

Le secteur des matériaux écologiques

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Le secteur Matériaux écologiques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Europe et en Chine. Les activités de ce secteur portent sur la production et la vente de bismuth affiné et de produits chimiques à base de bismuth, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium affiné et de produits chimiques à base de sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et les produits électroniques.

Principaux produits, marchés et demande

Le bismuth est employé comme substitut au plomb dans de nombreuses applications industrielles, y compris les enduits, les pigments, les produits électroniques et les frites de verre. Le bismuth est également utilisé dans le secteur pharmaceutique et constitue un ingrédient actif de plusieurs médicaments destinés au traitement des ulcères de l'estomac et d'autres malaises liés au tractus gastrointestinal. Nous vendons du bismuth sous diverses formes, y compris sous forme de produits chimiques et de métaux purs.

Le sélénium est utilisé principalement dans le secteur métallurgique. D'autres applications pour le sélénium comprennent les fertilisants, la nourriture pour animaux, le verre optique et les produits électroniques. Nous vendons le sélénium sous diverses formes y compris sous forme de poudre, de métaux de très grande pureté et de produits chimiques principalement de l'oxyde.

	Bismuth, produits chimiques et alliages à base de bismuth	Sélénium et produits chimiques à base de sélénium
Applications	Secteur pharmaceutique Produits électroniques Cosmétiques Aimants Substituts non-toxiques au plomb Alliages pour la soudure Graisses lubrifiantes Pigments Alliages et additifs métallurgiques	Secteur du verre Nourriture pour animaux Additif pour la production de manganèse électrolytique Additif métallurgique Cellules solaires CIGS Optiques infrarouge Dispositifs thermoélectriques
Qté ¹⁾	12 000 tonnes métriques (« Tm »)	4 000 Tm

1) Fondés sur les estimés de la direction.

Les alliages à bas point de fusion font également partie du portefeuille de produits du secteur des matériaux écologiques. Ils sont fréquemment utilisés dans le secteur de l'optique où la stabilité dimensionnelle et la basse température sont importantes.

Approvisionnement en matières premières

Les matières premières clés utilisées dans le secteur des matériaux écologiques comprennent principalement les substrats de bismuth et de sélénium. Le bismuth est souvent associé au plomb, à l'étain et au tungstène et récupéré en tant que produit dérivé. Nous sommes un important affineur de bismuth et faisons affaire avec la plupart des producteurs de bismuth

primaire à l'échelle mondiale. Le sélénium, tout comme le tellure, est principalement un produit dérivé de l'affinage du cuivre et nous achetons les substrats qui conviennent de divers fournisseurs de cuivre.

Concurrence

Nous détenons une part dominante du marché et offrons une gamme de services et de produits que nous estimons uniques sur le marché du bismuth. Par conséquent, nous croyons qu'aucun de nos concurrents n'est à même de nous livrer concurrence de façon très efficace dans un secteur par ailleurs passablement fragmenté. Nous continuons de nous attendre à ce que la concurrence change au fur et à mesure que le marché du bismuth continue d'évoluer et devienne plus attrayant. Nous estimons que notre capacité à maîtriser à la fois la chaîne d'approvisionnement et les produits finaux, lesquels sont dans de nombreux cas assujettis à de longues périodes de vérification de qualité, ce qui confère un avantage au « premier entrant » et nous permettra de continuer de livrer concurrence efficacement.

Vente et mise en marché

Nous vendons et mettons en marché nos produits directement par l'entremise de notre équipe de vente et de mise en marché, qui comprend 18 bureaux dans le monde entier. Nous comptons également sur plusieurs agents principalement basés en Asie. Grâce à notre réseau de vente, nous sommes bien représentés à l'échelle régionale dans tous les principaux marchés, notamment en Asie, en Amérique du Nord et en Europe. Nous participons régulièrement aux foires commerciales et conférences sectorielles pour promouvoir nos produits. Notre site web (www.5nplus.com) donne à nos clients un accès rapide à l'information pertinente sur nous et nos produits. Certains de nos produits sont généralement assujettis à de longues périodes de vérification de qualité. Nous travaillons en étroite collaboration avec nos clients pendant la période d'essai des produits en fournissant des échantillons et en adaptant nos produits et procédés afin de mieux répondre à leurs besoins.

Propriété intellectuelle

Nous recourons presque exclusivement à la fois aux secrets commerciaux et aux ententes de confidentialité conclues avec des employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous ne sommes titulaires que de deux brevets, obtenus au Canada et aux États-Unis, qui sont valides jusqu'en 2029. Nous n'avons pas déposé de demande de brevet dans d'autres pays pour ce qui est du procédé dont nous détenons le brevet susmentionné. Nous avons délibérément choisi de limiter notre nombre de brevets puisqu'une grande partie de nos droits de propriété intellectuelle et de notre savoir-faire est liée à des procédés.

Nous avons développé notre savoir-faire par suite de l'acquisition de Firebird en 2009 et de MCP en 2011. Nous avons également acquis un savoir-faire grâce aux activités internes de recherche et développement. Les éléments clés de nos procédés sont consignés par écrit et tous nos employés ont conclu avec nous des ententes de confidentialité. Nous n'avons pas fait l'objet de revendication de droits de propriété intellectuelle importante.

Environnement, santé et sécurité

Nos activités d'exploitation comprennent l'utilisation, la manutention, le stockage, le transport, la production et l'élimination de substances dangereuses. Par conséquent, nous sommes assujettis aux diverses lois et règlements locaux, d'état, fédéraux et étrangers ayant trait à l'utilisation de ces substances dangereuses, et les lois et règlements connexes relatifs à la santé et sécurité au travail et à la protection de l'environnement. Nos installations sont régulièrement inspectées par des tiers pour le compte de nos clients et des autorités gouvernementales pour s'assurer que nous nous conformons à tout moment aux lois et règlements applicables, notamment le respect des pratiques ISO dans toutes les usines ayant obtenu la certification ISO et les pratiques de la FDA (Food and Drug Administration) et les bonnes pratiques de fabrication (BPF) à notre installation de Lubbeck.

L'une de nos installations qui est située à Tilly, en Belgique, fait présentement l'objet de mesures correctives en vertu d'un plan de remise en état en raison de l'héritage industriel du site sur lequel elle est située, site qui est utilisé à des fins industrielles depuis plus de 100 ans, et afin de la rendre conforme à la réglementation plus stricte en matière d'environnement. Le plan de remise en état a été approuvé par les autorités locales et les coûts estimatifs en résultant ont été comptabilisés comme il se doit. Le permis environnemental visant notre installation de Tilly est valide jusqu'en octobre 2017.

Une équipe interne s'occupe des questions d'environnement, de santé et de sécurité. À ce jour, nous n'avons connu aucun problème de nature importante concernant ces questions. Des contrôles biologiques relativement à la détection de la présence de métaux lourds dans le corps sont effectués sur tous les travailleurs affectés à la production au moyen de prélèvements de sang ou d'urine ou des deux. Nous avons également recours aux services des autorités de la santé publique et d'hygiénistes industriels indépendants afin d'évaluer les risques d'exposition dans nos installations, de recommander des plans d'action pour les réduire, au besoin, et de conseiller nos employés et la direction sur les résultats de la détection biologique.

Assurance

Nous avons souscrit une assurance tous risques et des pertes d'exploitation afin de protéger nos éléments d'actifs et notre entreprise dans l'éventualité où nous deviendrions incapables d'exercer nos activités de production en raison de problèmes graves. Nous avons également souscrit une assurance environnementale, qui couvre les frais de décontamination pour un montant jugé convenable, pour nous et toutes nos filiales, notamment, en date du 31 août 2011, pour MCP et ses filiales, dans l'éventualité de tels problèmes. Nous détenons également une assurance responsabilité générale et une assurance de la responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants visant les membres de notre conseil d'administration et de notre haute direction.

Employés (par secteur)

Matériaux électroniques	Matériaux écologiques	Corporatif	Total
425	264	14	692

Immeubles

En plus des propriétés décrites ci-dessous, acquises dans le cadre de l'acquisition de MCP, nous sommes propriétaires d'un édifice de 25 000 pieds carrés à Montréal (Québec) qui abrite notre siège social et des installations de fabrication. Nous occupons également 33 000 pieds carrés d'installations de fabrication en vertu d'un bail expirant le 31 mai 2017, à l'égard duquel nous avons une option de renouvellement de cinq ans. Nous avons fait l'acquisition d'un terrain de 118 000 pieds carrés à Eisenhüttenstadt, en Allemagne, en mai 2007, où nous avons construit nos nouvelles installations de fabrication en Allemagne (43 000 pieds carrés), qui ont été mises en service le 29 juillet 2008. Nous avons également acquis une option au même moment qui peut être levée jusqu'en mai 2012 afin d'augmenter la superficie du terrain de 100 000 pieds carrés supplémentaires. Nous occupons une installation de fabrication de 14 000 pieds carrés à Trail, en Colombie-Britannique, aux termes d'un bail qui vient à échéance en janvier 2012. Nous disposons également d'une installation d'une superficie de 40 000 pieds carrés dédiée à la transformation de semiconducteurs avancés et à des activités de purification et de recyclage des métaux à Trail, en Colombie-Britannique. Cette installation est destinée à des activités de transformation de semiconducteurs avancés, de purification et de recyclage des métaux. La construction de cette installation est terminée, et l'installation a été mise en service en mai.

Propriétés de MCP :

Le tableau suivant présente des renseignements au sujet de certaines des installations de production exploitées par MCP en date du 31 décembre 2010 indiquant, dans chaque cas, le nom de la filiale de MCP, l'emplacement de l'installation et les produits fabriqués :

Détenues	
MCP HEK GmbH Lübeck, Allemagne Bismuth et produits chimiques à base de bismuth	Mining and Chemical Products Ltd. Wellingborough (Northants) Angleterre Alliages et produits chimiques à base de bismuth, gallium indium, sélénium, tellure et étain
MCP HEK Chemicals (Shangyu) Co., Ltd. Shangyu (Zhejiang) Chine Bismuth et produits chimiques à base de bismuth	Metalspecialties Inc. Fairfield (Connecticut) États-Unis Alliages fondant à bas point de fusion
Sidech SA Tilly, Belgique Bismuth et alliages à base de bismuth	Lao Industrial Resources Co. Ltd.²⁾ Vientiane, Laos Tellure
Ingal Stade GmbH¹⁾ Stade, Allemagne Gallium	
Louées	
Atlumin Energy Inc.³⁾ Sunnyvale (Californie) États-Unis Produits liés à l'énergie solaire	MCP Metals (Shenzhen) Co., Limited⁴⁾ Shenzhen, Chine Gallium

1) MCP détient 50 % des actions d'Ingal Stade GmbH.

2) MCP détient 60 % des actions de Lao Industrial Resources Co. Ltd. L'installation est présentement en construction et devrait entrer en activité vers le milieu de 2011.

3) L'installation Atlumin a été fermée en avril 2011.

4) MCP détient 50 % des actions de MCP Metals (Shenzhen) Co., Limited.

MCP possède des bureaux de vente à toutes les installations susmentionnées à l'exception de celle de Shenzhen, en Chine. MCP dispose aussi de bureaux de vente à Hong Kong (Chine), à Moscou (Russie), à Livron-sur-Drôme (France), à Madrid (Espagne), à Lima (Pérou) et à Shenzhen (Chine).

FACTEURS DE RISQUE

Une description des risques touchant notre entreprise et ses activités est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » de notre rapport de gestion aux pages 35 à 37 de notre rapport annuel 2011. Ces pages sont intégrées par renvoi dans la présente notice annuelle. Notre rapport annuel peut être consulté sur SEDAR (www.sedar.com).

DIVIDENDES ET POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDES

Notre politique consiste à réinvestir nos bénéfices afin de financer la croissance de notre entreprise. Par conséquent, nous n'avons pas l'intention de verser des dividendes dans un avenir prévisible. Toute décision future de verser des dividendes en espèces sera laissée à l'appréciation de notre conseil d'administration et sera tributaire de notre situation financière, de nos résultats d'exploitation et de nos besoins en capital et de tout autre facteur que le conseil d'administration estimera pertinent.

STRUCTURE DU CAPITAL

Actions ordinaires

Nous sommes autorisés à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, toutes sans valeur nominale ou valeur au pair. Les porteurs d'actions ordinaires seront habilités à : a) exercer leurs droits de vote à toutes les assemblées d'actionnaires, sauf aux assemblées auxquelles seuls les porteurs d'une catégorie spécifique d'actions sont habilités à voter; b) recevoir un dividende que nous aurons déclaré sur les actions ordinaires; et c) sous réserve des droits, privilèges, restrictions et conditions rattachés à toute autre catégorie de nos actions, recevoir le reliquat de nos biens au moment de notre dissolution, liquidation ou cessation des activités.

Au 31 mai 2011, 70 892 627 actions ordinaires étaient émises et en circulation.

Actions

Nous sommes également autorisés à émettre un nombre illimité d'actions privilégiées, dont aucune n'est actuellement émise ou en circulation. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries et assorties des droits et assujetties aux conditions que peut établir le conseil d'administration. Aucun droit de vote n'est rattaché aux actions privilégiées, sauf si la loi le prévoit. Les actions privilégiées prendront rang avant les actions ordinaires en ce qui a trait au versement de dividendes et au remboursement du capital dans l'éventualité de notre liquidation ou dissolution ou de tout autre partage de nos éléments d'actif aux fins de la liquidation de nos affaires.

MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES

Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto sous le symbole « VNP » depuis le 20 décembre 2007. Le tableau ci-dessous présente la fourchette du cours des actions ordinaires et le volume des opérations sur les actions ordinaires déclarées par la Bourse de Toronto pour l'exercice terminé le 31 mai 2011.

Année	Mois	Fourchette des cours		Volume
		Haut	Bas	
2010	Juin	5,36	\$ 4,81	\$ 1 358 283
	Juillet	5,62	4,96	1 802 621
	Août	5,35	5,09	929 052
	Septembre.....	6,07	5,05	2 100 535
	Octobre	7,02	5,68	3 716 684
	Novembre	6,94	5,60	1 691 805
	Décembre.....	7,32	5,83	1 142 159
2011	Janvier	7,35	6,50	1 787 914
	Février	9,25	6,51	2 760 015
	Mars	10,25	8,90	4 479 805
	Avril	9,81	8,54	3 831 660
	Mai	9,47	8,21	2 516 726

TITRES ENTIÈRES OU TITRES ASSUJETTIS À UNE RESTRICTION CONTRACTUELLE À LA LIBRE CESSION

À l'exception des actions émises aux actionnaires vendeurs de MCP, aucune de nos actions n'est entières ou assujettie à une restriction contractuelle à la libre cession. Dans le cadre de l'acquisition de MCP, chacun des actionnaires vendeurs a conclu une convention de blocage avec nous, restreignant la cession et la vente de nos 11 377 797 actions émises en contrepartie de l'acquisition de toutes les actions ordinaires émises et en circulation de MCP. Selon les modalités de la convention de blocage, les actions que nous avons émises aux actionnaires vendeurs de MCP ne peuvent être cédées pendant une période pouvant aller jusqu'à 18 mois suivant la date de clôture de l'acquisition (le 8 avril 2011), une tranche d'un tiers de ces actions ordinaires devant être libérée de cette exigence tous les six mois qui suivent la date de clôture. La première libération aura lieu le 8 octobre 2011; les deux autres dates de libération sont le 8 avril 2012 et le 8 octobre 2012, respectivement.

Désignation de la catégorie	Nombre de titres entiers ou assujettis à une restriction contractuelle à la libre cession au 31 mai 2011	Pourcentage de la catégorie
Actions ordinaires	11 377 797	16,05 %

ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

Nom, poste et titres détenus

Le tableau qui suit indique le nom, le lieu de résidence et le poste occupé par nos administrateurs et membres de la haute direction, ainsi que leur fonction principale et, dans le cas des administrateurs, la date à laquelle ils ont été élus ou nommés pour la première fois, le cas échéant. Les administrateurs sont élus jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires, sauf si un administrateur démissionne ou si sa charge devient vacante pour cause de destitution, de décès ou pour toute autre raison.

Nom et municipalité de résidence, fonctions principales exercées et poste occupé au sein de la société	Administrateur depuis	Fonctions principales	Actions détenues en propriété véritable ou sur lesquelles une emprise est exercée, directement ou indirectement, au 25 août 2011	Pourcentage du total des actions en circulation au 25 août 2011
Jacques L'Écuyer Montréal (Québec) Canada Président, chef de la direction et administrateur	Septembre 1999	Président et chef de la direction de 5N Plus inc.	16 312 188	23,01 %
Dennis Wood ¹⁾²⁾ Magog (Québec) Canada Président du conseil d'administration	Octobre 2007	Président et chef de la direction Les Placements Dennis Wood inc. (société de portefeuille)	120 000	0,17 %
Jean-Marie Bourassa ¹⁾ Montréal (Québec) Canada Administrateur	Janvier 2008	Associé directeur Bourassa Boyer inc. (comptables agréés)	150 000	0,21 %
John Davis ¹⁾²⁾ Beaconsfield (Québec) Canada Administrateur	Juin 2000	Dirigeant à la retraite	5 000	0,01 %
Pierre Shoiry ²⁾ Ville Mont-Royal (Québec) Canada Administrateur	Janvier 2008	Président et chef de la direction Genivar inc. (cabinet de services d'ingénierie)	33 300	0,05 %
Frank Fache..... Hong Kong (Chine) Vice-président directeur, Approvisionnement stratégique et administrateur	Avril 2011	Vice-président directeur, Approvisionnement stratégique et administrateur 5N Plus inc.	3 157 471	4,45 %
David Langlois Boucherville (Québec) Canada Chef des finances	—	Chef des finances 5N Plus inc.	1 600	0,00 %
Laurent Raskin Tilly (Belgique) Vice-président directeur, Développement des affaires	—	Vice-président directeur, Développement des affaires 5N Plus inc.	2 794 148	3,94 %

Nom et municipalité de résidence, fonctions principales exercées et poste occupé au sein de la société	Administrateur depuis	Fonctions principales	Actions détenues en propriété véritable ou sur lesquelles une emprise est exercée, directement ou indirectement, au 25 août 2011	Pourcentage du total des actions en circulation au 25 août 2011
Nicholas Audet Montréal (Québec) Canada Vice-président, Unité d'affaires, Matériaux électroniques	—	Vice-président, Unité d'affaires, Matériaux électroniques 5N Plus inc.	87 751	0,12 %
Sébastien Voigt Hambourg (Allemagne) Vice-président, Unité d'affaires, Matériaux écologiques	—	Vice-président, Unité d'affaires, Matériaux écologiques 5N Plus inc.	—	—
Marc Binet Tilly (Belgique) Vice-président, Matériaux secondaires	—	Vice-président, Matériaux secondaires 5N Plus inc.	—	—
Jean Bernier Boucherville (Québec) Canada Vice-président, Ressources humaines	—	Vice-président, Ressources humaines 5N Plus inc.	5 000	0,01 %
Marc Suys..... Laval (Québec) Canada Vice-président, Affaires corporatives	—	Vice-président, Affaires corporatives 5N Plus inc.	2 401 965	3,39 %

1) Membre du comité d'audit

2) Membre du comité de rémunération

Au cours des cinq dernières années, nos administrateurs et membres de la haute direction ont exercé leurs fonctions principales actuelles ou ont occupé d'autres postes de direction auprès des sociétés dont le nom est indiqué en regard de leurs noms ou auprès de sociétés apparentées ou membres de leur groupe, sauf :

- Jean Bernier, qui, avant juin 2007, était directeur de l'exploitation, Analytical Business, ABB.
- David Langlois qui, avant novembre 2009, était vice-président, Comptabilité corporative et gestion de l'information à la Financière Banque Nationale.
- Frank Fache était anciennement cochef de la direction de MCP Group SA. Avant d'occuper ce poste au sein de MCP, il était chef de la direction de Ferromin.
- Avant son départ à la retraite en 1999, John Davis était directeur de la planification stratégique à Noranda inc.
- Laurent Raskin était anciennement cochef de la direction de MCP Group SA et occupait auparavant les fonctions de chef de la direction de Sidech.
- Marc Binet s'est joint à Sidech en 2003 à titre de directeur général. Il était responsable du développement des activités de recyclage et il fut par la suite promu en 2008 directeur du recyclage pour MCP Group SA.
- Sebastian Voigt s'est joint à MCP Group SA en 1996 à titre de directeur des ventes et fut promu en 2008 directeur général de la filiale MCP HEK en Allemagne.

Au 31 mai 2011, à notre connaissance, nos actuels administrateurs et hauts dirigeants étaient propriétaires, directement ou indirectement, d'un total de 25 068 423 actions ordinaires, soit 35,36% de toutes les actions ordinaires émises et en circulation, ou exerçaient une emprise sur un tel pourcentage d'actions.

Interdiction d'opérations, faillites, amendes ou sanctions

À notre connaissance, aucune personne dont le nom figure dans le tableau ci-dessus :

- a) n'est, ni n'a été au cours des dix dernières années, administrateur, chef de la direction ou chef des finances d'une compagnie qui :
 - (i) soit a fait l'objet d'une interdiction d'opérations, d'une ordonnance assimilable à une interdiction d'opérations ou d'une ordonnance refusant à la compagnie le droit de se prévaloir d'une dispense prévue par la législation sur les valeurs mobilières et qui, dans tous les cas, a été en vigueur pendant plus de 30 jours consécutifs (une « ordonnance ») prononcée pendant que l'administrateur ou le membre de la haute direction exerçait les fonctions d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances de cette compagnie;
 - (ii) soit a fait l'objet d'une ordonnance prononcée après que le candidat au poste d'administrateur a cessé d'exercer les fonctions d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances et découlant d'un événement survenu pendant qu'il exerçait ces fonctions au sein de cette compagnie;
- b) n'est ou n'a été, au cours des dix dernières années, administrateur ou membre de la haute direction d'une compagnie qui, pendant qu'il exerçait ces fonctions ou au cours de l'année suivant la cessation de ses fonctions, a fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux ou ne s'est vu nommer un séquestre, un séquestre gérant ou un syndic de faillite pour détenir ses biens, à l'exception de M. Dennis Wood, (i) qui, depuis 2001, est un administrateur de GBO inc. (auparavant le Groupe Bocenor inc.), un fabricant de portes et fenêtres, qui, en février 2004, a fait une proposition à ses créanciers en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada), proposition qui a été acceptée par les créanciers en juillet 2004 et approuvée par la Cour supérieure du Québec en août 2004; et (ii) qui est un administrateur de Blue Mountain Wallcoverings Group Inc., qui, en mars 2009, s'est vue accorder une ordonnance initiale conformément à l'article 11 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada), accordant à la société et ses filiales une protection contre ses créanciers;
- c) n'a, au cours des dix dernières années, fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux ou ne s'est vu nommer un séquestre, un séquestre gérant ou un syndic de faillite pour détenir ses biens.

Aucun des candidats au poste d'administrateur de la compagnie qui précède ne s'est vu infliger :

- a) soit des amendes ou des sanctions par un tribunal en vertu de la législation en valeurs mobilières ou par une autorité en valeurs mobilières, ou n'a conclu un règlement amiable avec celle-ci;
- b) soit toute autre amende ou sanction par un tribunal ou un organisme de réglementation qui serait vraisemblablement considérée comme importante par un porteur raisonnable ayant à décider s'il convient de voter pour un candidat à un poste d'administrateur.

Conflits d'intérêts

Il n'existe aucun conflit d'intérêts réel ou éventuel entre nous et nos filiales et l'un de nos dirigeants ou administrateurs ou ceux de nos filiales.

POURSUITES ET APPLICATION DE LA LOI

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2011, nous n'avons été partie à aucune poursuite ayant une incidence importante sur notre exploitation et aucun de nos biens n'a fait l'objet d'une telle poursuite. À notre connaissance, aucune poursuite judiciaire n'est actuellement envisagée.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2011 : (i) nous n'avons fait l'objet d'aucune amende ou sanction imposée par un tribunal en vertu de la législation en valeurs mobilières ou par une autorité en valeurs mobilières; (ii) nous n'avons conclu aucune entente de règlement avec un tribunal en vertu de la législation en valeurs mobilières ou avec une autorité en valeurs mobilières; et (iii) aucun tribunal ni organisme de réglementation ne nous a imposé d'amende ou de sanction qui serait susceptible d'être considérée comme importante par un investisseur raisonnable ayant à prendre une décision en matière de placement.

MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES

Au cours des trois exercices terminés le 31 mai 2011, nous n'avons effectué aucune opération qui a eu ou aura une incidence importante pour nous dans laquelle : (i) nos administrateurs ou membres de la haute direction; (ii) une personne physique ou morale qui est le propriétaire direct ou véritable de plus de 10 % de nos titres comportant droit de vote en circulation ou a une emprise ou le contrôle sur un tel pourcentage de ces titres; ou (iii) des personnes ayant des liens avec les personnes mentionnées en (i) ou (ii) ci-dessus ou faisant partie de leur groupe, possédaient d'intérêt important, direct ou indirect, sauf l'acquisition de toutes les actions de MCP le 8 avril 2011. Frank Fache et Laurent Raskin, qui faisaient partie des actionnaires vendeurs de MCP, ont été nommés, après la réalisation de l'acquisition de MCP, vice-président directeur, Approvisionnement stratégique et administrateur auprès de notre conseil d'administration, et vice-président directeur, Développement des affaires, respectivement.

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

L'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres pour nos actions ordinaires est Services aux investisseurs Computershare inc., et a ses principaux établissements à Montréal et à Toronto.

CONTRATS IMPORTANTS

Depuis le 1^{er} juin 2010, nous n'avons conclu, en dehors du cours normal des activités, aucun contrat qui serait considéré comme important pour nous ou nos activités, sauf les contrats suivants :

- a) la convention d'acquisition datée du 26 février 2011 intervenue entre nous, Florinvest SA, Heresford Ltd., Metals Corp. scrl, S.R.I.W. SA, Jean-Pierre Raskin et MCP relativement à notre acquisition, le 8 avril 2011, de toutes les actions émises et en circulation de MCP;
- b) la convention de prise ferme datée du 25 mars 2011 intervenue entre nous et Financière Banque Nationale inc., Société en commandite GMP valeurs mobilières, Marchés mondiaux CIBC inc., Valeurs mobilières TD inc., Les Partenaires Versant inc., Valeurs mobilières Cormark inc., Valeurs mobilières HSBC (Canada) inc., M. Associés inc. et Stonecap Securities Inc., conclue relativement à notre appel public à l'épargne par voie de prise ferme de 13 590 000 reçus de souscription;
- c) la convention de crédit modifiée et mise à jour datée du 11 août 2011 intervenue entre nous et Banque Nationale du Canada, Banque HSBC Canada, KBC Bank NV, La Banque Toronto-Dominion, Banque canadienne impériale de commerce, Banque de développement du Canada et Banque Laurentienne du Canada conclue relativement à notre nouvelle facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang de 250 millions de dollars qui remplacera notre actuelle facilité de crédit renouvelable de deux ans garantie de premier rang de 50 millions de dollars auprès de la Banque Nationale du Canada et bientôt, la plupart des facilités de crédit actuelles de MCP.

NOMS ET INTÉRÊTS DES EXPERTS

Nos auditeurs sont PricewaterhouseCoopers s.r.l./S.E.N.C.R.L. comptables agréés, situés au 1250, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec) H3B 4W2, qui ont rendu un rapport sur les états financiers annuels consolidés pour l'exercice terminé le 31 mai 2011 déposé conformément au *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* (Québec). PricewaterhouseCoopers s.r.l./S.E.N.C.R.L. est un cabinet indépendant conformément aux règles québécoises de déontologie des auditeurs.

INFORMATION SUR LE COMITÉ D'AUDIT

Règles du comité d'audit

Les règles du comité d'audit décrivent les fonctions et le mandat du comité d'audit de notre conseil d'administration. Un exemplaire des règles figure en annexe A des présentes.

Le comité d'audit voit à la supervision de notre processus de présentation de nos données financières et de nos mesures de contrôle interne et consulte la direction, notre service de comptabilité et nos auditeurs indépendants sur les questions ayant trait à l'audit annuel et aux mesures de contrôle interne, à la publication des états financiers, à l'application des méthodes comptables et d'audit appliquées. Le comité d'audit procède également à l'évaluation par la direction de l'indépendance des auditeurs et formule au conseil d'administration ses recommandations quant à la nomination des auditeurs. Les membres du comité d'audit sont Jean-Marie Bourassa (président), John Davis et Dennis Wood, qui sont tous « indépendants » et possèdent toutes les compétences financières au sens des lois en valeurs mobilières canadiennes applicables. Jean-Marie Bourassa est l'associé directeur de Bourassa Boyer inc., qui étaient les auditeurs de 5NPlus et 6367909 Canada inc. jusqu'au 18 mai 2007.

L'expérience pertinente de chaque membre du comité d'audit est décrite ci-dessous :

Jean-Marie Bourassa est président directeur général et fondateur de Bourassa Boyer inc., un cabinet d'experts-comptables. Il siège également au conseil d'administration de Savaria Corporation, société inscrite à la Bourse de Toronto, et il participe à différentes sociétés fermées à titre d'actionnaire et d'administrateur. M. Bourassa est comptable agréé depuis 1976 et il a obtenu un certificat en gouvernance de sociétés de l'Université Laval en 2009.

John Davis a pris sa retraite après 25 années consacrées au perfectionnement technique et à la gestion. À titre de directeur, Planification stratégique et coordination chez Noranda inc., il a piloté la mise en marche de nouvelles activités axées sur plusieurs technologies de pointe, dont celles qui sont devenues les assises mêmes de notre entreprise, et il a également pris part à une série de projets d'investissement fructueux. M. Davis est titulaire d'un baccalauréat en chimie du Collège Imperial de l'université de Londres. Il est associé (*Associate*) du Royal College of Science et il est diplômé du programme de perfectionnement en gestion de l'Université Northeastern.

Dennis Wood occupe depuis 1973 les fonctions de président et chef de la direction de Les Placements Dennis Wood inc. Homme d'affaires aguerrri, M. Wood est membre des conseils d'administration de plusieurs entreprises dont le Trust Banque Nationale, Transat A.T. Inc., Le Groupe Jean Coutu (PJC) Inc., Rite-Aid Corporation et Exploration Azimut Inc. M. Wood est président et chef de la direction par intérim et président du comité de direction de GBO inc. (anciennement Le Groupe Bocenor Inc.). L'Université de Sherbrooke lui a décerné un doctorat honorifique en 1987 et il est récipiendaire de l'Ordre du Canada.

Utilisation de certaines dispenses

Depuis le 20 décembre 2007, nous n'avons recouru à aucune des dispenses visant le comité d'audit prévues par le *Règlement 52-110 sur le comité d'audit* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Encadrement du comité d'audit

Depuis le 20 décembre 2007, notre conseil d'administration a tenu compte de toute recommandation du comité d'audit quant à la nomination ou la rémunération d'un auditeur externe.

Politiques et procédures d'approbation préalable

Les politiques et procédures du comité d'audit concernant l'approbation des services non liés à l'audit sont décrites dans la chartre du comité d'audit, figurant en annexe A des présentes.

Honoraires pour les services des auditeurs externes

Honoraires d'audit

Les « honoraires d'audit » comprennent les honoraires facturés pour les services professionnels rendus dans le cadre de l'audit de nos états financiers consolidés annuels, l'élaboration des états financiers intermédiaires et des questions connexes. Nos auditeurs externes, PricewaterhouseCoopers s.r.l./S.E.N.C.R.L., comptables agréés, nous ont facturé 609 500 \$ en honoraires d'audit au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2011. Nos anciens auditeurs externes, KPMG s.e.n.c.r.l., s.r.l., comptables agréés, nous ont facturé 207 500 \$ en honoraires d'audit au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2010.

Honoraires pour services liés à l'audit

Les « honoraires pour services liés à l'audit » comprennent les honoraires facturés pour les services professionnels qui sont raisonnablement liés à l'exécution de l'audit ou à l'examen de nos états financiers et qui ne sont pas déclarés au poste des honoraires d'audit ci-dessus. Nos auditeurs externes, PricewaterhouseCoopers s.r.l./S.E.N.C.R.L., comptables agréés, nous ont facturé 77 635 \$ en honoraires pour services liés à l'audit au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2011. Nos anciens auditeurs externes, KPMG s.e.n.c.r.l., s.r.l., comptables agréés, nous ont facturé 61 000 \$ en honoraires pour services liés à l'audit au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2010.

Honoraires pour services fiscaux

Les « honoraires pour services fiscaux » comprennent les honoraires facturés pour les services professionnels rendus en matière de conformité fiscale, de conseils fiscaux et de planification fiscale. Nos auditeurs externes, PricewaterhouseCoopers s.r.l./S.E.N.C.R.L., comptables agréés, nous ont facturé 117 548 \$ en honoraires pour services fiscaux au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2011. Nos anciens auditeurs externes, KPMG s.e.n.c.r.l., s.r.l., comptables agréés, nous ont facturé 136 048 \$ en honoraires pour services fiscaux au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2010.

Autres honoraires

Les « autres honoraires » comprennent les honoraires facturés pour des services autres que des services de vérification, des services liés à l'audit et des services fiscaux décrits ci-dessus. Ces services comprennent, entre autres, la mise en œuvre des Normes internationales d'information financière (« IFRS »), les services de traduction et de diligence raisonnable dans le cadre de l'acquisition de MCP. Nos auditeurs externes, PricewaterhouseCoopers s.r.l./S.E.N.C.R.L., comptables agréés, nous ont facturé 714 461 \$ en honoraires pour autres services au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2011. Nos anciens auditeurs externes, KPMG s.e.n.c.r.l., s.r.l., comptables agréés, nous ont facturé 59 351 \$ en honoraires pour autres services au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2010.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires, notamment ceux concernant la rémunération et les emprunts (le cas échéant) des administrateurs et dirigeants, les principaux porteurs de nos titres et les titres dont l'émission est autorisée dans le cadre de régime de rémunération sous forme d'actions, qui ne sont pas fournis aux présentes, figurent dans la circulaire de sollicitation de procurations par notre direction dans le cadre de notre assemblée annuelle des actionnaires qui doit avoir lieu le 6 octobre 2011. Il est possible de trouver des renseignements complémentaires nous concernant sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

D'autres renseignements financiers peuvent être consultés dans nos états financiers et le rapport de gestion établis pour l'exercice terminé le 31 mai 2011.

ANNEXE A RÈGLES DU COMITÉ D'AUDIT

Le comité d'audit (« **comité d'audit** ») est nommé par le conseil d'administration (« **conseil** ») de 5N Plus inc. pour l'aider à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance des contrôles financiers et de présentation de l'information financière de la société. Le comité d'audit surveille également le respect par la société de ses engagements financiers ainsi que des exigences légales et réglementaires régissant les questions de présentation de l'information financière et de la gestion des risques financiers.

COMPOSITION ET QUORUM

Le comité d'audit est composé d'au moins trois membres ou un nombre supérieur dont décide le conseil; chaque membre du comité d'audit est un administrateur indépendant au sens du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit* (le « **Règlement 52-110** »). Tous les membres du comité d'audit doivent avoir des compétences financières (au sens de la définition au Règlement 52-110) et au moins un membre doit avoir une expertise en comptabilité ou en gestion financière.

Le quorum pour les réunions du comité d'audit est constitué de la majorité des membres.

MANDAT

Le comité d'audit a les responsabilités suivantes :

A. Surveiller la présentation de l'information financière

- Passer en revue avec la direction et les auditeurs externes les états financiers annuels et les notes afférentes, le rapport des auditeurs externes sur ceux-ci ainsi que le communiqué de presse s'y rapportant, y compris l'information fournie dans le rapport de gestion de la société, avant de recommander leur approbation par le conseil, leur publication, leur dépôt et leur diffusion.
- Passer en revue avec la direction et les auditeurs externes les états financiers trimestriels et les notes afférentes, le communiqué de presse s'y rapportant, y compris l'information fournie dans le rapport de gestion de la société, avant de recommander leur approbation par le conseil, leur publication, leur dépôt et leur diffusion.
- S'assurer que des procédures convenables sont en place pour examiner la communication faite au public par la société de l'information financière extraite ou dérivée de ses états financiers et apprécier périodiquement le caractère suffisant de ces procédures.
- Passer en revue l'information financière contenue dans la notice annuelle, le rapport annuel, la circulaire de sollicitation de procurations par la direction, les prospectus ainsi que d'autres documents contenant des informations financières semblables avant leur publication, leur dépôt ou leur diffusion auprès des organismes de réglementation au Canada.
- S'assurer que les états financiers trimestriels et annuels audités de la société sont présentés fidèlement, conformément aux principes comptables généralement reconnus, avant de recommander leur approbation par le conseil.
- Passer en revue, avec les auditeurs externes et la direction, la qualité, la pertinence et le caractère suffisant des principes et conventions comptables de la société, les hypothèses sous-jacentes et les pratiques en matière de présentation de l'information financière.
- Passer en revue toute proposition de modification aux principes et conventions comptables de la société, incluant i) toutes les conventions et pratiques comptables utilisées par la société ii) les autres traitements possibles de l'information financière qui ont fait l'objet de discussions avec la direction, les effets de leur

utilisation et le traitement que privilégient les auditeurs externes, ainsi que iii) toute autre communication importante avec la direction à ce sujet.

- Passer en revue la communication de l'information et l'effet des éventualités et du caractère raisonnable des provisions, réserves et estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur la présentation de l'information financière.
- S'assurer que les attestations de la direction à l'égard des rapports financiers sont conformes à la réglementation applicable.
- Surveiller les travaux des auditeurs externes autorisés par le comité d'audit y compris la résolution de désaccords entre la direction et les auditeurs externes au sujet de l'information financière.
- Passer en revue les résultats de l'audit externe, les problèmes importants ou difficultés liés à l'audit et les mesures prises par la direction à ce sujet ainsi que la réaction ou le plan d'action de la direction relativement à toute lettre de recommandation des auditeurs externes et à toute recommandation importante qui y est énoncée.
- Passer en revue les litiges, réclamations ou autres éventualités et les initiatives d'ordre réglementaire ou comptable qui pourraient influencer de manière appréciable sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la société et vérifier la pertinence de leur communication dans les documents examinés par le comité d'audit.

B. Surveiller la gestion du risque et les contrôles internes

- Surveiller la qualité et l'intégrité des systèmes de contrôle interne et de gestion de l'information de la société au moyen de discussions avec la direction et les auditeurs externes.
- Revoir le rapport de la direction sur le contrôle interne de la société.
- Examiner les protections d'assurances (chaque année et au besoin).
- Passer en revue régulièrement les politiques d'évaluation et de gestion du risque de la société, y compris les politiques de couverture au moyen d'opérations sur les instruments financiers dérivés.
- Passer en revue les demandes de renseignements de l'Autorité des marchés financiers ainsi que les recommandations faites par celle-ci et les mesures prises par la société à cet égard.
- Passer en revue les demandes de renseignements des autorités gouvernementales ayant des incidences financières sur les résultats de la société ainsi que les recommandations faites par celles-ci et les mesures prises par la société à cet égard.
- Aider le conseil à s'acquitter de sa responsabilité de s'assurer que la société respecte les exigences légales et réglementaires applicables.
- Passer en revue toutes les opérations importantes avec lien de dépendance.
- Tout en s'assurant de maintenir le caractère confidentiel et anonyme des communications, établir la marche à suivre pour la réception, la conservation et le traitement des plaintes reçues par la société au sujet de la comptabilité, des contrôles comptables internes ou de l'audit et des préoccupations transmises par des membres du personnel touchant des points en matière de comptabilité ou d'audit.
- Revoir et approuver la décision de la direction quant à la nécessité d'une fonction d'auditeur interne.

C. Surveiller les auditeurs externes

- Passer en revue la déclaration annuelle écrite des auditeurs externes concernant toutes les relations avec la société et confirmant leur indépendance et avoir des discussions avec les auditeurs externes au sujet des relations ou des services qui pourraient influencer sur leur objectivité ou leur indépendance.
- Approuver la nomination et, s'il y a lieu, la destitution (dans les deux cas sous réserve de l'approbation des actionnaires) des auditeurs externes et contrôler leur compétence, leur rendement et leur indépendance.
- Approuver et superviser la divulgation de tous les services liés à l'audit fournis par les auditeurs externes de la société, déterminer les services non liés à l'audit que les auditeurs externes ne sont pas autorisés à fournir et approuver les services non liés à l'audit que les auditeurs externes sont autorisés à fournir et superviser la communication.
- Approuver le fondement et le montant des honoraires des auditeurs externes tant pour les services liés à l'audit que pour les services non liés à l'audit autorisés.
- Passer en revue le plan d'audit avec les auditeurs externes et avec la direction et en approuver l'étendue et l'échéancier.
- Examiner et approuver la politique de la société en matière d'embauche des associés, des salariés et des anciens associés et salariés des auditeurs externes actuels et anciens auditeurs de la société.
- S'assurer que les auditeurs externes rendent toujours compte au comité d'audit et au conseil.
- Prendre des mesures pour qu'il y ait suffisamment de fonds pour payer les honoraires des auditeurs externes et des conseillers ou experts dont le comité d'audit a retenu les services.

MODE DE FONCTIONNEMENT

- Les réunions de comité d'audit ont lieu au moins chaque trimestre et au besoin.
- Les membres du comité d'audit se rencontrent avant ou après chaque réunion en l'absence de la direction.
- Le président du comité d'audit établit l'ordre du jour de chaque réunion du comité. L'ordre du jour et les documents pertinents sont distribués aux membres du comité d'audit en temps utile avant les réunions du comité d'audit.
- Le président du comité d'audit fait rapport, chaque trimestre, au conseil des activités du comité.
- Le comité d'audit dispose en tout temps de voies de communication directe avec les auditeurs externes.
- Le comité d'audit rencontre séparément la direction et les auditeurs externes, au moins une fois par année, et plus souvent au besoin.
- Le comité d'audit peut, lorsque les circonstances le justifient, engager des conseillers externes, avec l'accord du conseil.
- Le comité d'audit examine son mandat au moins une fois par année et faire rapport au conseil sur sa pertinence, pour approbation.
- Le comité d'audit s'assure de l'existence d'un processus d'évaluation annuelle du rendement du comité d'audit et de ses membres.

Aucune disposition contenue dans le présent mandat ne vise à étendre la portée des normes de conduite applicables en vertu des exigences de la loi ou de la réglementation à l'égard des administrateurs de la société ou des membres du comité d'audit. Même si le comité d'audit a un mandat précis et que ses membres peuvent avoir une expérience financière, ils n'ont pas l'obligation d'agir à titre d'auditeurs ou d'exécuter un audit, ni de déterminer si les états financiers de la société sont complets et exacts. Les membres du comité d'audit sont en droit de se fier, en l'absence d'information à l'effet contraire, (i) à l'intégrité des personnes et des organisations qui leur transmettent de l'information, (ii) à l'exactitude et à l'intégrité de l'information fournie, et (iii) aux déclarations faites par la direction quant aux services non liés à l'audit que les auditeurs externes fournissent à la société. La responsabilité de surveillance du comité d'audit n'a pas été établie pour que celui-ci détermine de façon indépendante si (i) la direction a appliqué des principes de comptabilité ou de présentation de l'information financière suffisants ou des contrôles et procédés internes convenables, ou (ii) les états financiers de la société ont été préparés et, le cas échéant, audités conformément aux principes comptables généralement reconnus.

Approuvé par le conseil d'administration le 12 août 2009